



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/CN.9/SR.584
10 août 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR LE DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL

Vingt-neuvième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 584^e SÉANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mardi 28 mai 1996, à 15 heures

Présidente : Mme PIAGGI de VANOSSI (Argentine)

SOMMAIRE

ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNATIONAL : PROJET D'AIDE-MÉMOIRE SUR L'ORGANISATION
DES PROCÉDURES ARBITRALES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 15 h 20.

ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNATIONAL : PROJET D'AIDE-MEMOIRE SUR L'ORGANISATION DES PROCEDURES ARBITRALES (suite) (A/CN.9/423)

Paragraphe 6 et 7

1. M. HOLTZMANN (États-Unis d'Amérique) dit que la Commission a à choisir entre la variante 1 (paragraphe 6) et la variante 2 (paragraphe 7). La délégation américaine pense pour sa part que c'est la variante 2 qu'il faut retenir parce que dans la plupart des cas l'Aide-mémoire servira à l'arbitrage entre deux parties et qu'il n'est pas nécessaire d'étudier la question de la différence entre l'arbitrage entre deux parties et l'arbitrage entre des parties plus nombreuses. La variante 2 renvoie clairement aux cas les moins probables d'arbitrage entre parties multiples et fait bien comprendre que, dans la majorité des autres cas, il est inutile de se pencher sur les notions assez complexes qui figurent dans la variante 1.
2. M. HUNTER (Royaume-Uni), appuyé par M. TELL (France) et M. FERRARI (Italie), déclare que la variante 2 est en effet préférable. La variante 1 est trop détaillée pour figurer dans une partie introductive.
3. M. GRIFFITH (Australie) et M. ABASCAL (Mexique) se prononcent également en faveur de la variante 2.
4. Le paragraphe 6 est supprimé.
5. Le paragraphe 7 est adopté.

Paragraphe 8 à 10

6. M. HOLTZMANN (États-Unis d'Amérique) propose d'ajouter au paragraphe 9, après «fax ou téléphone-conférence» le terme «ou tout autre moyen électronique» pour se rapprocher des paragraphes 37 et 38 et tenir compte du fait que, dans le monde contemporain, il y a d'autres moyens électroniques que ceux qu'évoque le paragraphe.
7. M. HUNTER (Royaume-Uni) appuie cette proposition.
8. M. CHOUKRI (Observateur du Maroc) indique que dans la version arabe du paragraphe 9, il est question d'une seule réunion, et non pas «une ou plusieurs réunions» et qu'il faut harmoniser les diverses versions.
9. Les paragraphes 8 à 10, tels qu'amendés, sont adoptés.

Paragraphe 11 à 14

10. M. HOLTZMANN (États-Unis d'Amérique) pense qu'il serait utile, au paragraphe 14, d'ajouter après «règlement d'arbitrage» le membre de phrase «ou par tout autre disposition convenue entre les parties», puisque celles-ci peuvent avoir entre elles des accords accessoires, ou que peuvent figurer dans

/...

leurs accords des conventions d'arbitrage qui pourraient limiter la liberté d'action du tribunal.

11. M. GRIFFITH (Australie) et M. FERRARI (Italie) appuient cette proposition.

12. Les paragraphes 11 à 14, tels qu'amendés, sont adoptés.

Paragraphes 15 à 17

13. M. CHOUKRI (Observateur du Maroc) pense qu'il faut supprimer du paragraphe 15 la mention de «l'accord de cette institution», puisque c'est aux parties de choisir le règlement d'arbitrage et que ce n'est pas forcément celui de l'institution considérée qu'elles choisiront.

14. M. SEKOLEC (Service du Droit commercial international) dit que cet aspect de la question a fait l'objet d'un examen prolongé à la session précédente. La référence vise l'accord de l'institution d'arbitrage quant à l'exercice de ses propres fonctions et non la permission qu'il pourrait avoir de suivre son propre règlement. La phraséologie est d'ailleurs tirée du paragraphe 332 du rapport de la Commission sur les travaux de sa 28e session (A/50/17).

15. M. HUNTER (Royaume-Uni) dit que l'on pourrait résoudre le problème en disant «pourraient» au lieu de «pourront» car cela couvrirait toutes les éventualités, y compris la question soulevée par l'observateur du Maroc.

16. M. TELL (France) dit que, comme cela a été le cas pour le paragraphe 4, le paragraphe 17 doit être modifié de manière à traduire l'idée que dans certains systèmes juridiques il n'est pas obligatoire que l'arbitrage international soit soumis à la législation nationale.

17. M. SEKOLEC (Service du Droit commercial international) propose le libellé «... sur la base des dispositions de la loi qui peuvent s'appliquer aux procédures d'arbitrage...». Cette formule a l'avantage de couvrir tous les cas possibles, y compris celui où il n'y a pas de loi nationale régissant la procédure d'arbitrage, sans pourtant rendre la situation confuse dans les cas où cette législation existe.

18. M. TELL (France) et M. HUNTER (Royaume-Uni) jugent acceptable ce libellé.

19. Les paragraphes 15 à 17, tels qu'amendés, sont adoptés.

Paragraphes 18 à 21

20. M. FERRARI (Italie), se référant au paragraphe 19, dit qu'il faudrait faire disparaître les exemples qui y sont donnés de documents qui n'auraient pas à être traduits ou qui n'auraient à l'être que partiellement, afin de ne pas dissuader les arbitres de faire traduire les dossiers. La phrase se lirait comme suit : «Pour des raisons d'économie, certains documents pourraient ne pas être traduits, ou n'être traduits que partiellement».

21. M. HOLTZMANN (États-Unis d'Amérique) dit qu'il faut faire au paragraphe 20 une distinction entre l'interprétation simultanée et l'interprétation

/...

consécutive, puisque le choix de la méthode n'est pas indifférent ni du point de vue du temps, ni du point de vue de la dépense : l'interprétation consécutive est meilleur marché mais elle double le temps des audiences. La question doit être réglée à un stade précoce de la procédure car elle a une incidence sur le calendrier et sur le montant des provisions.

22. M. ABASCAL (Mexique), se référant au paragraphe 19, dit qu'il peut y avoir des conflits dans les cas où l'une des parties a présenté les documents dans une autre langue que celle de la procédure. En tel cas, l'arbitre peut demander à cette partie de fournir une traduction. L'autre partie peut ne pas être satisfaite de la traduction et souhaiter fournir sa propre version. On peut donc proposer de prévoir dans le paragraphe une phrase faisant comprendre que les parties doivent envisager l'éventualité de divergences entre les traductions fournies par les parties ou entre les méthodes de traduction qu'elles proposent. Le libellé définitif doit être laissé au secrétariat.

23. Pour ce qui est du paragraphe 20, la délégation mexicaine appuie la proposition des États-Unis.

24. M. TELL (France), se référant au paragraphe 19, propose de mettre dans la version française «règles de droit» au lieu de «législation» à la troisième phrase.

25. M. FARIDI ARAGHI (République islamique d'Iran), se référant au paragraphe 19, dit que sa délégation appuie la proposition italienne. Quant à la question soulevée par le représentant du Mexique, on peut éviter les conflits si l'on parle de «traductions officielles» puisque ce terme signifie que les traductions sont faites par des personnes agréées.

26. M. GRIFFITH (Australie) dit que sa délégation ne s'oppose pas à ce que l'on modifie la dernière phrase du paragraphe 19 de manière qu'elle se lise «Certains documents pourraient ne pas être traduits, ou n'être traduits que partiellement».

27. M. CHOUKRI (Observateur du Maroc) est contre la suppression des exemples donnés au paragraphe 19. Par contre, il souhaiterait voir disparaître le terme «commentaires» qui figure avant la dernière parenthèse, car c'est un terme trop général.

28. M. FERRARI (Italie) dit que l'observation du représentant du Mexique portait non seulement sur les conflits de traductions et d'interprétations, mais aussi sur des questions plus générales, comme celle des dires d'experts présentés par les parties.

29. La PRÉSIDENTE propose de reprendre l'examen de la proposition mexicaine à une séance ultérieure. Elle croit comprendre que la Commission souhaite supprimer du paragraphe 19 les passages qui se trouvent entre parenthèses, comme l'a proposé le représentant de l'Italie.

30. Il en est ainsi décidé.

31. Les paragraphes 18, 20 et 21 sont adoptés.

Paragraphe 22 à 24

32. M. GRIFFITH (Australie), se référant au paragraphe 23, propose de changer «services d'appui» par «services administratifs».

33. M. HOLTZMANN (États-Unis d'Amérique) ne peut accepter cette proposition car, dans le contexte de l'arbitrage, on appelle généralement services administratifs les services fournis par l'institution d'arbitrage, alors que les services d'appui comprennent les services d'un conseil local, les services de secrétariat et toute une série de prestations qui ne relèvent pas des compétences d'une institution d'arbitrage.

34. M. GRIFFITH (Australie) retire sa proposition.

Les paragraphes 22 à 24 sont adoptés.

Paragraphe 25 à 28

35. M. ABASCAL (Mexique) dit que la deuxième phrase du paragraphe 25, qui commence par «Lorsque des parties ont soumis leur litige...» doit être modifiée : les parties ne soumettent pas leur affaire à une institution d'arbitrage, mais à des procédures d'arbitrage supervisées par une institution.

36. M. HOLTZMANN (États-Unis d'Amérique) approuve les propos du représentant du Mexique. Peut-être pourrait-on commencer la phrase ainsi : «Quand une institution d'arbitrage est saisie d'une affaire...».

37. M. CHOUKRI (Observateur du Maroc) dit que comme il est coûteux d'engager un secrétaire, on pourrait préciser au paragraphe 26 que les parties devraient engager un secrétaire pour assurer le service administratif du tribunal.

38. M. HUNTER (Royaume-Uni) dit que le libellé des deux dernières phrases du paragraphe 28 penche trop dans le sens de ceux qui pensent que les fonctions d'un arbitre peuvent être déléguées au secrétaire du tribunal. Dans les milieux internationaux, l'opinion générale est que le tribunal d'arbitrage ne doit pas déléguer son pouvoir de décision essentiel. Le Royaume-Uni propose donc d'ajouter à la fin du paragraphe la phrase suivante : «Cependant, on reconnaît en général qu'il est important de veiller à ce que le secrétaire n'usurpe pas la fonction décisive du tribunal d'arbitrage».

39. M. HOLTZMANN (États-Unis d'Amérique), appuyé par M. ABASCAL (Mexique), se félicite de la proposition du Royaume-Uni.

40. M. SANDOVAL LÓPEZ (Chili) dit que sa délégation ne voit pas la nécessité de l'amendement proposé puisque les fonctions de secrétaire seront assumées sous l'autorité du tribunal et que le premier ne sera pas à même d'usurper les fonctions du second.

41. M. GRIFFITH (Australie) propose de supprimer les deux dernières phrases du paragraphe 28 et de mettre à la place une phrase brève soulignant que le secrétaire ne doit jamais usurper les fonctions du tribunal.

/...

42. M. TELL (France) appuie la proposition du Royaume-Uni.

43. M. HERRMANN (Secrétaire de la Commission) dit que puisque le secrétaire accomplit ses fonctions sous la supervision du tribunal, comme il est dit au paragraphe 27, il faut préciser aussi au paragraphe 28 que si certaines tâches peuvent être déléguées au secrétaire, elles ne doivent jamais comporter des fonctions de décision. Il propose donc d'utiliser un terme plus neutre à la place d'«usurper», comme «assumer» ou «exercer».

44. La PRÉSIDENTE dit que s'il n'y a pas d'objections, elle considérera que la Commission laisse au secrétariat le soin de trouver le libellé voulu pour le paragraphe 28.

45. Il en est ainsi décidé.

46. Les paragraphes 25 à 28, tels qu'amendés, sont adoptés.

Paragraphes 29 à 31

47. M. LEBEDEV, se référant au paragraphe 30, qui traite de la gestion des provisions, propose d'insérer à la fin de la deuxième phrase la clause : «compte tenu de la nature de ces provisions», pour couvrir les situations où, par exemple, les provisions sont exonérées d'impôt.

48. La PRÉSIDENTE dit que s'il n'y a pas d'autres observations, elle considérera que la Commission souhaite adopter les paragraphes 29 à 31 dans leur version d'origine.

49. Les paragraphes 29 à 31 sont adoptés.

Paragraphes 32 et 33

50. M. CHOUKRI (Observateur du Maroc), se référant au paragraphe 33, qui traite de la confidentialité, propose de supprimer la mention de l'identité des arbitres et de la teneur de la sentence. L'identité des arbitres est en général une information du domaine public et la sentence est un aspect de la juridiction; il ne faudrait pas encourager les parties à garder confidentielles ce genre d'affaires.

51. M. GRIFFITH (Australie) dit que la première phrase du paragraphe 32 aurait donné à entendre que la confidentialité est un aspect essentiel de l'arbitrage, ce qui n'est pas vrai dans toutes les juridictions. L'Aide-mémoire devrait expliquer en termes généraux que la question de la confidentialité doit être réglée expressément entre les parties ou par le règlement d'arbitrage applicable, mais qu'en l'absence de règle expresse, les parties ne doivent pas présumer qu'elle sont censées respecter la confidentialité. Les parties doivent réfléchir à la question avant que ne commence l'arbitrage et s'accorder si elles le souhaitent sur des dispositions précises de confidentialité.

52. M. HUNTER (Royaume-Uni) pense lui aussi que l'Aide-mémoire doit encourager les parties à s'interroger sur la nécessité de la discrétion.

53. M. HOLTZMANN (États-Unis d'Amérique) pense également que les parties doivent être informées du fait que la confidentialité n'est pas nécessairement garantie et qu'elles doivent s'accorder sur ce point. Il propose de créer un petit groupe de rédaction qui réglerait la question. En attendant, on devrait suspendre le débat sur ce point.

54. M. HERRMANN (Secrétaire de la Commission) dit qu'il serait utile que la Commission donne des orientations plus précises sur cette question de confidentialité, qui au premier plan dans les milieux de l'arbitrage. Pour l'instant cependant, il suffirait d'indiquer qu'en l'absence de règle expresse de confidentialité, les parties ne doivent pas présumer qu'il y a une confidentialité implicite que tous les tribunaux de toutes les juridictions reconnaissent. Si les parties souhaitent qu'un accord intervienne sur ce point, elles doivent procéder selon les directives données au paragraphe 33.

55. La PRÉSIDENTE dit que le secrétariat établira la version finale du paragraphe 33.

56. Les paragraphes 32 et 33 sont adoptés.

Paragraphes 34 et 35

57. Les paragraphes 34 et 35 sont adoptés.

Paragraphes 36 à 38

58. M. FERRARI (Italie) dit que sa délégation est contre les connotations négatives de la télécopie que l'on trouve au paragraphe 36. Il propose de supprimer le paragraphe, ou de lui donner un nouveau libellé.

59. M. HOLTZMANN (États-Unis d'Amérique), approuvant ce que vient de dire le représentant de l'Italie, propose de modifier ainsi la phrase du paragraphe 36 : «La télécopie offre de nombreux avantages par rapport aux moyens traditionnels de communication». La phrase suivante commencerait par : «Il est néanmoins conseillé...» et se poursuivrait par le libellé actuel. M. Holtzmann propose en outre de supprimer «Compte tenu de ces considérations» à la phrase suivante et de laisser la suite du paragraphe telle quelle. Ainsi, le paragraphe approuverait l'utilisation de la télécopie, mais ferait également état des précautions qu'il faut prendre avec ce type de matériel.

60. M. ABASCAL (Mexique) approuve la proposition des États-Unis et propose de supprimer, pour éviter toute confusion, la partie de la première phrase qui se lit : «Il est conseillé de vérifier si le matériel utilisé offre des garanties satisfaisantes».

61. M. GRIFFITH (Australie) dit que le paragraphe devrait être aussi bref que possible pour éviter toute confusion, et encourager, et non décourager, l'utilisation de la télécopie. Il propose de laisser au secrétariat le soin de parachever la rédaction du paragraphe 36.

62. M. TELL (France) appuie la proposition de l'Italie et se déclare lui aussi pour la suppression de la deuxième partie de la première phrase et de la deuxième phrase.

63. Se référant au paragraphe 38, il ajoute que le membre de phrase «afin d'éviter tout problème technique» risque d'induire en erreur dans la mesure où ce paragraphe ne donne aucune indication sur la manière d'éviter ces difficultés.

64. M. ABASCAL (Mexique) dit que si l'on conserve le paragraphe 36, il optera pour le libellé proposé par la délégation américaine pour la première phrase, qui lui semble plus positif à l'égard de la télécopie.

65. M. HUNTER (Royaume-Uni) dit que puisque l'utilisation de la télécopie soulève des problèmes particuliers, il faut justement éviter de supprimer le paragraphe 36. La délégation britannique approuve le libellé proposé par la délégation américaine. Elle pense avec celle du Mexique que la deuxième phrase devrait être supprimée et propose que le secrétariat révise la troisième phrase.

66. M. FERRARI (Italie) pense lui aussi qu'il faudrait donner une tournure plus positive à la première phrase du paragraphe 36.

67. M. TELL (France) fait siennes les observations des représentants du Mexique et de l'Italie en ajoutant que si l'on conserve la deuxième phrase il sera inopportun de mettre en garde contre l'utilisation de la télécopie pour certains documents.

68. La PRÉSIDENTE dit que le paragraphe 36 sera remanié de la manière voulue et que la version anglaise révisée sera mise à la disposition des membres à la séance suivante.

69. Les paragraphes 36 à 38, tels qu'amendés, sont adoptés.

Paragraphes 39 à 42

70. Les paragraphes 39 à 42 sont adoptés.

Paragraphe 43

71. M. HOLTZMANN (États-Unis d'Amérique) propose d'ajouter à la fin du paragraphe l'alinéa suivant : «Voie selon laquelle les communications seront présentées, par exemple sur papier ou par voie électronique, ou les deux (voir aussi par. 36 à 38)».

72. M. GRIFFITH (Australie) pense qu'il est déjà implicite que les communications peuvent être faites par voie électronique. De surcroît, le libellé choisi pour ce nouvel alinéa ne sied pas tout à fait au reste du paragraphe.

73. M. FERRARI (Italie) appuie la proposition des États-Unis.

74. M. HOLTZMANN (États-Unis d'Amérique) dit qu'il faut que le texte reconnaisse que les moyens électroniques sont de plus en plus facilement disponibles. Il suffirait que le secrétariat procède aux modifications nécessaires.

75. La PRÉSIDENTE dit que le paragraphe sera remanié.

76. Le paragraphe 43, tel qu'amendé, est adopté.

La séance est levée à 18 heures.